



La croissance de l'économie belge atteindrait 1,8% in 2010 et 1,7% en 2011

En application de la loi du 21 décembre 1994, l'Institut des Comptes nationaux a communiqué au ministre pour l'Entreprise et la Simplification les chiffres du Budget économique.

La reprise de l'économie mondiale se poursuit, mais s'essouffle quelque peu

Après avoir traversé une des crises économiques les plus graves depuis la Seconde Guerre mondiale, l'économie mondiale se redresse depuis le milieu 2009. La reprise a été soutenue par des mesures massives de soutien monétaire et budgétaire qui, à côté d'un effet direct sur l'activité économique, renforcent la confiance des agents économiques. Au deuxième trimestre 2010, la croissance économique dans la zone euro s'est sensiblement accélérée (jusqu'à 1%, contre 0,3% seulement au premier trimestre) sous l'effet des exportations et de la demande intérieure. Cette dernière est en partie dopée par un mouvement de rattrapage dans le secteur de la construction, suite à l'hiver rigoureux que nous avons connu.

La croissance de l'économie mondiale devrait se ralentir à partir de la mi-2010 étant donné que les mesures de soutien arrivent progressivement à leur terme ou que leurs effets se dissipent. De même, la reconstitution des stocks ne soutient que provisoirement la croissance économique. En outre, les économies occidentales doivent faire face à d'importants défis en termes d'assainissement de leurs finances publiques. Une réduction trop sévère des dépenses pourrait fragiliser la reprise, tandis qu'une remise en cause de la soutenabilité budgétaire d'un pays pourrait entraîner de fortes hausses de taux, et partant, affecter l'activité économique.

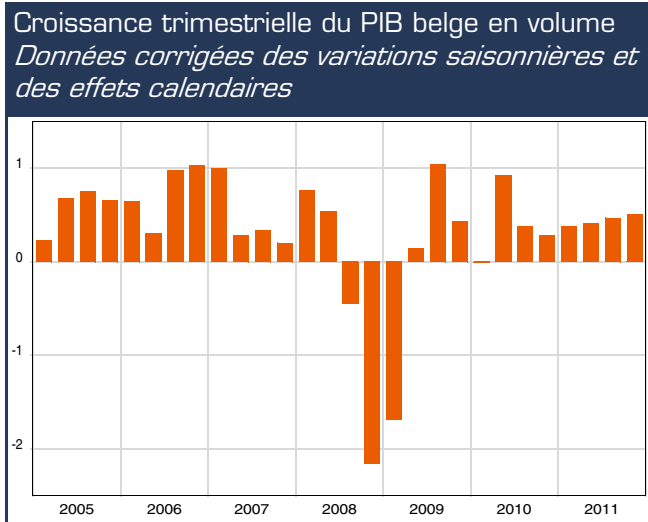
Compte tenu de ces éléments, on peut tabler sur une décélération temporaire de la reprise économique dans la zone euro au terme du deuxième trimestre 2010. Ce n'est qu'après 2011 que l'activité économique atteindrait de nouveau son niveau d'avant la récession. Sur base annuelle, la croissance du PIB dans la zone euro s'établirait à 1,4% en 2010 et à 1,3% en 2011, après avoir chuté de 4,1% l'an dernier.

L'ombre de la crise planant encore sur l'économie mondiale, la reprise reste fragile et l'environnement économique international demeure particulièrement incertain. Un nouvel épisode de crise de la dette publique dans les économies européennes pourrait affecter la confiance des agents économiques. Une autre incertitude tient à la question de savoir dans quelle mesure une politique budgétaire plus rigoureuse renforce la confiance et réduit dès lors son impact (négatif) direct sur l'activité économique. Même avec une politique monétaire très accommodante, le secteur financier peut continuer à imposer des contraintes plus strictes à l'octroi de crédits aux entreprises et aux particuliers. Enfin, la perspective d'un ralentissement de la croissance a ravivé la crainte d'une nouvelle récession et du risque de déflation qui en découle. Bien que les risques négatifs soient donc importants actuellement, on ne peut aussi exclure que la politique menée et les taux d'intérêt à long terme très bas que nous connaissons aujourd'hui, débouchent sur une reprise plus forte que prévu de l'activité économique.

Une croissance plus forte que prévu au cours des quatre derniers trimestres nous amène à revoir à la hausse le taux de croissance du PIB en 2010

Au second semestre 2009, l'économie belge a renoué avec des chiffres de croissance positifs sous l'effet d'une hausse des exportations et d'une accélération de la croissance de la consommation privée. Au premier trimestre 2010, la reprise économique a toutefois été affectée par le repli de l'activité dans le secteur de la construction suite aux conditions climatiques rigoureuses. La forte croissance du PIB au deuxième trimestre (0,9%) était donc en partie due à un mouvement de rattrapage, mais s'est également appuyée sur les bonnes performances de l'exportation (tirée par la forte croissance de l'économie allemande). Au second semestre, la croissance du PIB retomberait à 0,3% en moyenne sur base trimestrielle, dans le sillage de la conjoncture

internationale. Dans le courant 2011, la croissance des exportations devrait de nouveau s'accélérer, ce qui permettrait à la croissance trimestrielle moyenne du PIB de s'établir à 0,5% au second semestre. Sur base annuelle, la croissance du PIB atteindrait 1,8% en 2010 et 1,7% en 2011.



Les exportations belges se sont effondrées du fait de la récession internationale, mais ont rebondi dès le second semestre 2009. En 2009, on enregistre toutefois un recul de près de 12% sur base annuelle. La croissance trimestrielle des exportations s'essoufflerait au second semestre de cette année pour repartir légèrement à la hausse dans le courant 2011 sous l'impulsion des débouchés extérieurs. Profitant d'un point de départ favorable, la croissance annuelle des exportations serait toutefois nettement plus soutenue en 2010 (7,8%) qu'en 2011 (3,9%). Le rythme de croissance des exportations belges resterait aussi inférieur à celui des débouchés extérieurs, confirmant ainsi une perte de parts de marché.

L'an dernier, le volume des importations a baissé de plus de 11% suite à l'effondrement à la fois de la demande intérieure et des exportations. En 2010 et 2011, les importations devraient augmenter progressivement sous l'effet de la reprise de l'activité économique. En 2010, en raison de la dépréciation de l'euro et de la hausse des cours du pétrole, le solde de la balance des opérations courantes (définition balance des paiements) devrait être négatif. L'an prochain, le déficit de la balance des opérations courantes se maintiendrait à 0,7% du PIB.

En 2009, l'indexation des salaires et des allocations sociales a largement dépassé l'inflation. Cette indexation, combinée à une baisse temporaire des impôts des personnes physiques (réductions d'impôt et enrôlement

accéléralé des déclarations d'impôt), s'est traduite par une hausse de 3,5% du revenu disponible réel des ménages en dépit d'un recul de l'emploi et de pertes au niveau des autres composantes du revenu. Par contre, la baisse de confiance des consommateurs suite à la crise s'est traduite par une forte hausse du taux d'épargne qui a atteint près de 20%, soit son niveau le plus élevé depuis la récession du début des années 90. En conséquence, la consommation privée a légèrement baissé, de l'ordre de 0,3%.

La baisse de 0,8% du revenu disponible réel en 2010 s'explique par l'accéléralation de l'inflation (combinée à une indexation moindre des salaires et des allocations) et l'arrivée à échéance des mesures fiscales temporaires. En 2011, le pouvoir d'achat, soutenu par la progression de l'emploi et des revenus de la propriété, augmenterait de 1,5%. Rassurés par ces perspectives, les ménages épargneraient moins qu'en 2009, ce qui entraînerait une hausse de la consommation privée de respectivement 1,6% en 2010 et 1,4% en 2011. Toutefois, le taux d'épargne (17,5%) dépasserait son niveau d'avant la récession, le taux de chômage ayant tendance à freiner le rétablissement de la confiance.

Les investissements en logements ont systématiquement diminué au cours des derniers trimestres et ont, par conséquent, enregistré une croissance négative de 3% en 2009. La construction résidentielle devrait toutefois se stabiliser au second semestre de cette année, bénéficiant des effets des taux hypothécaires bas et d'une baisse de la TVA sur les projets de nouvelle construction et de rénovation pour lesquels une demande de permis a été introduite avant avril 2010. En 2010, on enregistrerait toutefois un recul de 3,6% sur base annuelle de l'activité dans le secteur de la construction résidentielle. En 2011, la reprise serait lente et son rythme ne dépasserait pas 0,6%. Cette évolution est confirmée par la légère hausse du nombre de projets introduits auprès d'architectes depuis la fin 2009.

Pour ce qui est des investissements des entreprises, ils ont chuté de plus de 8% en 2009. Au premier trimestre 2009, le taux d'utilisation des capacités de production industrielle a atteint un creux historique (70%). Ensuite, sous l'impulsion de la reprise des exportations et de la reconstitution des stocks enregistrée au cours des quatre derniers trimestres, le taux d'utilisation a progressé pour atteindre son niveau moyen de long terme (79%). Compte tenu d'une croissance modérée de l'activité économique et du maintien de conditions strictes d'octroi de crédits, les investissements des entreprises devraient se redresser dans le courant 2010 ; cette repri-

se ne compenserait que partiellement la forte baisse enregistrée en 2009. Par conséquent, les investissements annuels moyens des entreprises devraient encore se caractériser par une croissance légèrement négative (-0,5%) en 2010. Ce n'est qu'en 2011 que leur croissance redevient positive (2,3%), tout en restant modérée comparativement à la croissance de la valeur ajoutée.

La croissance en volume de la consommation publique se limiterait à 1,4% en 2010 et à 1,2% en 2011. Les investissements publics se caractérisent par un profil d'évolution plus contrasté : quasi-stabilisation cette année et accélération jusqu'à 15% en 2011. Cette dynamique est principalement créée par les autorités locales dont les dépenses d'investissement s'intensifient en général à la fin de la législature communale et provinciale.

Progression modérée de l'emploi

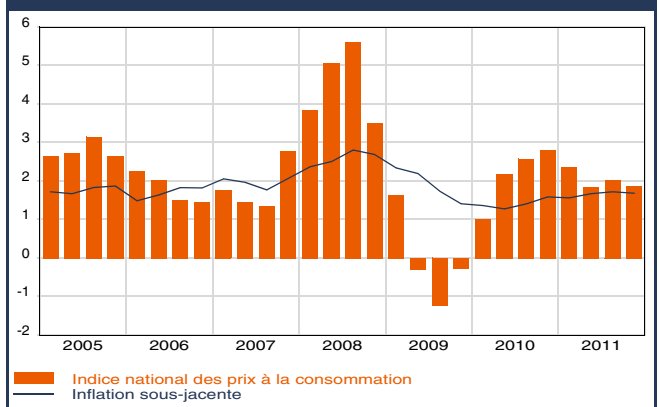
La récession a eu au final un impact plus limité que prévu sur l'emploi intérieur (moyenne annuelle, en nombre de personnes). Le recul temporaire marqué de la productivité horaire du travail et de la durée du travail, suite notamment à la mise en place du système de chômage temporaire, a permis de réduire fortement la chute de l'emploi. En conséquence, la diminution nette de l'emploi s'est limitée à 17 500 personnes (-0,4%) en 2009. En revanche, le volume de travail, exprimé en nombre d'heures, a baissé de 1,8%.

La productivité et la durée du travail devraient entamer un mouvement de rattrapage cette année et ce mouvement se poursuivrait l'année prochaine. Ce mouvement de rattrapage intervenant dans un contexte de reprise économique modérée, il n'engendrerait la création nette que de 10.100 emplois en 2010 et 4.700 en 2011 (croissance respective de 0,2% et 0,1%). Quant au taux d'emploi, il passerait de 64,2% en 2008 à 63,1% en 2011. Compte tenu de l'évolution de la population active, le nombre de chômeurs (en ce compris les chômeurs complets indemnisés non demandeurs d'emploi) augmenterait de 12.500 unités cette année et de plus de 25.000 unités l'an prochain. Par conséquent, le taux de chômage harmonisé (définition Eurostat) grimperait de 7% en 2008 à 9% en 2011.

L'inflation oscille autour de 2%

Au cours des dernières années, l'inflation belge mesurée par le biais de la croissance à un an d'intervalle de l'indice national des prix à la consommation, a principalement été influencée par l'évolution des prix des matières premières. Ainsi, l'inflation a été négative de mai à novembre 2009 suite à la nette rechute des cotations du pétrole au second semestre 2008. L'inflation est revenue positive en décembre 2009 sous l'effet de l'augmentation continue des prix des matières premières. Depuis mai 2010, l'inflation sous-jacente progresse et la hausse des prix à la consommation dépasse 2%. En 2011, l'inflation sous-jacente continuerait à s'accélérer. Toutefois, la hausse des prix à la consommation se ralentirait quelque peu sous l'effet d'une quasi-stabilisation des prix à l'énergie. En moyenne annuelle, l'inflation passerait de 2,1% en 2010 à 2% en 2011.

Evolution trimestrielle de l'inflation
Croissance à un an d'intervalle



L'indice santé, qui n'est pas influencé par l'évolution des prix de l'essence et du diesel (et ne bénéficie donc pas de leur effet modérateur sur l'inflation en 2011), progresse de 1,6% en 2010 et de 1,9% en 2011. L'indice pivot pour les traitements de la fonction publique et les allocations sociales a été dépassé en août 2010. Selon les prévisions mensuelles relatives à l'indice santé, l'indice actuel (114,97) serait à nouveau dépassé en septembre 2011.

Pour plus d'informations:
Filip Vanhorebeek, 02/507.74.12, fvh@plan.be

Chiffres clés pour l'économie belge***Pourcentages de variation en volume - sauf indications contraires***

	2008	2009	2010	2011
Dépenses de consommation finale des particuliers	1.1	-0.3	1.6	1.4
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics	3.3	0.7	1.4	1.2
Formation brute de capital fixe	4.3	-5.5	-1.2	2.9
Dépenses nationales totales	2.3	-2.2	1.3	1.7
Exportations de biens et services	1.5	-11.6	7.8	3.9
Importations de biens et services	3.1	-11.1	7.3	3.9
Exportations nettes (contribution à la croissance)	-1.2	-0.5	0.5	0.1
Produit intérieur brut	1.0	-2.8	1.8	1.7
Indice national des prix à la consommation	4.5	-0.1	2.1	2.0
Indice santé	4.2	0.6	1.6	1.9
Revenu disponible réel des particuliers	1.3	3.5	-0.8	1.5
Taux d'épargne des particuliers (en % du revenu disponible)	16.6	19.5	17.5	17.5
Emploi intérieur (variation annuelle moyenne, en milliers)	82.1	-17.5	10.1	4.7
Taux de chômage (taux standardisé Eurostat, moyenne annuelle)	7.0	7.9	8.7	9.0
Solde des opérations courantes (balance des paiements, en % du PIB)	-2.9	0.3	-0.7	-0.7
Taux de change de l'euro en dollar (nombre de dollars pour 100 euros)	147.1	139.3	130.4	127.5
Taux d'intérêt à court terme (Euribor, 3 mois) (%)	4.6	1.2	0.8	1.1
Taux d'intérêt à long terme (OLO, 10 ans) (%)	4.4	3.9	3.3	3.2